

# Sites et sols pollués : le cadre juridique

## Objectifs:

- ▶ Faire le point sur l'actualité juridique et la politique nationale des sites et sols pollués.
- ▶ Connaître l'étendue des responsabilités dans la gestion des sites pollués.
- ▶ Éviter tout risques de contentieux lors des transactions.

**Public:** Ingénieurs et techniciens des services sécurité et/ou environnement • Membres de bureaux d'études • Notaires • Toute personne chargée des opérations foncières

## Points Forts:

- ▶ Formation très opérationnelle: nombreux cas pratiques pour illustrer les incidences réglementaires des pollutions des sites
- ▶ Partages d'expériences et d'expertises: un avocat spécialisé en contentieux autour des audits de cession de sols partage sa riche expérience

## Formations complémentaires:

- ▶ Installations Classées: pratique de la réglementation (Voir p.206)
- ▶ Sites et sols pollués: nouveaux outils de gestion (Voir ci-dessous)

## Programme:

1. Règles juridiques spécifiques à la politique française et perspectives européennes
  - nouvelles circulaires ministérielles et nouveaux outils méthodologiques
  - circulaire du 18 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions concernant la cessation d'activité des installations classées
  - apports de la loi 30 juillet 2003 (dite Bachelot) et conséquences pour les exploitants de sites industriels
2. Réglementation applicable pour un site pollué non classé
  - droit des déchets (arrêt Van de Walle)
  - droit commun de la responsabilité et responsabilité environnementale depuis transposition de la directive 2004/35/CE du 21 avril 2004
  - directive européenne pour la protection des sols et « Grenelle de l'environnement » quels impacts concrets?

## 3. Conséquences juridiques de la pollution d'un site ICPE

- responsabilités de l'exploitant, du propriétaire des terrains, du détenteur des déchets

**Exercice:** analyse de la jurisprudence récente

## 4. Risques de contentieux lors de l'acquisition d'un site ou de la cession d'activités

- portée des audits juridiques
- obligations à la charge du vendeur; leur gestion par le contrat de vente
- importance des documents d'urbanisme
- cas de recours à l'expertise
- anticipation de l'usage futur

**Cas pratique:** découverte d'une pollution par des tiers ou pendant une opération d'aménagement, recherche de la réglementation relative à la situation dans le Code permanent Environnement et Nuisances

## 1 jour

727 €HT

- 18 mai
- 23 sept.

Réf: C09 81081